



COMITÉ EUROPÉEN DE DROIT RURAL
EUROPEAN COUNCIL FOR RURAL LAW
EUROPAISCHE GESELLSCHAFT FÜR AGRARRECHT UND DAS RECHT DES LÄNDLICHEN RAUMES

**XXXe Congrès européen de droit rural
18-21 septembre 2019, Poznań (Pologne)**

**XXX European Congress of Agricultural Law
18-21 September 2019, Poznań (Poland)**

**XXX. Europäischer Agrarrechtskongress
18.-21. September 2019, Posen (Polen)**

organisé sous la direction du C.E.D.R. par l'Association Polognais de Droit Rural
organised under the direction of the C.E.D.R. by the Polish Association for Rural Law
organisiert unter der Leitung des C.E.D.R. durch die Polnische Gesellschaft für Agrarrecht

Questionnaire – Fragebogen

Commission I – Kommission I

**SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :
CONCEPTS ET CADRE JURIDIQUE**

FOOD SOVEREIGNTY AND FOOD SECURITY: CONCEPTS AND LEGAL FRAMEWORK

**ERNÄHRUNGSSOUVERÄNITÄT UND ERNÄHRUNGSSICHERHEIT:
KONZEPTE UND RECHTSRAHMEN**

Président: ass.Prof. Dr. Luigi Russo, Université de Ferrara (Italie)

Rapporteur général: ass.Prof. Dr. Anikó Raisz, Université de Miskolc (Hongrie);
raiszaniko@yahoo.com

I. Instruction générale – General instruction – Allgemeine Hinweise

Le rapport national devrait compter environ **15 pages ainsi qu'une page de résumé** et être envoyé par e-mail au Rapporteur général au plus tard le **30 juin 2019** en format Word. Une copie devrait être aussi envoyée au Délégué Général: roland.norer@unilu.ch. Avant d'écrire le rapport les rapporteurs sont priés de demander le **document Word formatisé** auprès du Délégué Général (adresse e-mail ci-dessus).

Pour plus d'informations, les rapporteurs nationaux sont priés de prendre contact avec le Rapporteur général.

A national report should consist of around **15 pages and a summary of one page** and should be delivered by e-mail by **June 30, 2019** as a word document to the General Reporter (address as above). A copy should be also sent to the Delegate General: e-mail address: roland.norer@unilu.ch. Before the rapporteurs start writing they should ask the Delegate General for the **style sheet (word document)** (e-mail address see above).

Further Information: Please contact the General Reporter for additional information.

Ein nationaler Bericht sollte ungefähr **15 Seiten sowie eine Seite Zusammenfassung umfassen** und per E-Mail bis am **30. Juni 2019** als Word-Datei dem Generalberichterstatter übermittelt werden (E-Mail-Adresse siehe oben). Eine Kopie sollte dem Generaldelegierten übermittelt werden: roland.norer@unilu.ch. Bevor die Berichterstatter mit dem Schreiben beginnen, sind sie gebeten, die **Formatvorlage (Word-Dokument)** beim Generaldelegierten (E-Mail-Adresse vorstehend) zu verlangen.

Für weitere Informationen wollen die nationalen Berichterstatter bitte mit dem Generalberichterstatter Kontakt aufnehmen.

I. Questions – Fragen

Introduction

Dernièrement, les institutions de l'UE ont commencé à se référer à des concepts tels que la sécurité alimentaire ou le droit à l'alimentation, des concepts que nous n'avions pas vu auparavant dans des documents de même niveau liés à la gouvernance foncière dans l'UE. L'importance de ce phénomène, qui est clairement un développement positif d'un point de vue des droits de l'homme, va bien au-delà de la loi foncière, en commençant par des « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT) »¹ lié à la FAO du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) du 12 mai 2012. Car plusieurs questions se posent concernant la mise en œuvre effective de ces concepts, le questionnaire suivant cherche des réponses concernant la relation entre les concepts théoriques et leur existence dans la législation nationale et la pratique juridique. La partie générale du questionnaire examine comment transférer les concepts de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire sont transposés / interprétés dans les législations nationales (législation et mise en œuvre) et dans quelle mesure le droit à l'alimentation est mis en œuvre dans le système juridique du pays du rapporteur national. La partie spéciale du questionnaire porte sur l'application de certaines dispositions spécifiques du VGGT dans les législations nationales.

Nous proposons aux rapporteurs nationaux de prendre en considération les matériaux suivants de l'UE :

1. Avis du Comité économique et social européen (CESE) sur le thème « L'accapement des terres: une sonnette d'alarme pour l'Europe et une menace imminente pour l'agriculture familiale », NAT/632-EESC-2014-00926-00-00-ac-tra (EN), Bruxelles, le 21 janvier 2015²
2. Résolution du Parlement européen (PE) du 27 avril 2017 sur l'état des lieux de la concentration agricole dans l'Union européenne: comment faciliter l'accès des agriculteurs aux terres ?, P8_TA(2017)0197³
3. Communication interprétative de la Commission européenne (CE) sur l'acquisition de terres agricoles et le droit de l'Union européenne, 2017/C 350/05, JO de l'UE du 18 octobre 2017, C 350, p. 5-20⁴.

Les trois documents contiennent des références au VGGT et au concept de sécurité alimentaire et de droits de l'homme (dans le cas du PE et du CESE avec le droit à l'alimentation). Le CESE et le PE invitent les États membres à faire rapport sur la mise en œuvre nationale du VGGT. Le PE suggère même que la Commission adopte des recommandations sur la gouvernance foncière de l'UE conformément aux VGGT.

Nous demandons aux rapporteurs nationaux de bien vouloir prendre en compte les sources exactes (lois, décrets, documents stratégiques, rapports, jurisprudence des tribunaux et d'autres institutions) de manière reconstituable (numéros de référence, sites web, etc.) lors de la préparation de leurs rapports nationaux.

¹ <http://www.fao.org/docrep/016/i2801e/i2801e.pdf>. Version française en http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1112/VG/VG_Final_FR_May_2012.pdf.

² <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/accapement-des-terres-en-europe-agriculture-familiale>.

³ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2017-0197+0+DOC+XML+V0//FR>.

⁴ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.C_.2017.350.01.0005.01.ENG.

Questionnaire

A. - Partie générale

- 1.1. La constitution de votre pays fait-elle référence (de façon directe ou indirecte) à la souveraineté alimentaire ? Si oui, de quelle manière ? Si non, y a-t-il déjà eu un besoin de changement ?
- 1.2. Les documents stratégiques ou d'autres lois (lois, décrets, etc.) de votre pays font-ils expressément référence à la souveraineté alimentaire ?
- 1.3. La pratique juridique pertinente de votre pays fait-elle expressément référence à la souveraineté alimentaire (par exemple, la pratique de la Cour constitutionnelle / des juridictions supérieures, d'un commissaire / comité spécial des droits de l'homme) ?

- 2.1. La constitution de votre pays fait-elle référence (de façon directe ou indirecte) à la sécurité alimentaire ? Si oui, de quelle manière ? Si non, y a-t-il déjà eu un besoin de changement ?
- 2.2. Les documents stratégiques ou d'autres lois (lois, décrets, etc.) de votre pays font-ils expressément référence à la sécurité alimentaire ?
- 2.3. La pratique juridique pertinente de votre pays fait-elle expressément référence à la sécurité alimentaire (par exemple, la pratique de la Cour constitutionnelle / des juridictions supérieures, d'un commissaire / comité spécial des droits de l'homme) ?

- 3.1. La constitution de votre pays fait-elle référence (de façon directe ou indirecte) au droit à l'alimentation ou à l'un de ses éléments ?
- 3.2. Les documents stratégiques ou d'autres lois (lois, décrets, etc.) de votre pays font-ils expressément référence au droit à l'alimentation ?
- 3.3. La pratique juridique pertinente de votre pays fait-elle expressément référence au droit à l'alimentation (par exemple, la pratique de la Cour constitutionnelle / des juridictions supérieures, d'un commissaire / comité spécial des droits de l'homme) ?

- 4.1. Est-ce que votre pays a des obligations internationales en ce qui concerne le droit à l'alimentation, le droit à l'eau (dans des domaines connexes) ou à la sécurité alimentaire ?
- 4.2. Est-ce que la pratique juridique pertinente de votre pays applique la pratique internationale, par exemple celle du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU ?

B. – Partie spéciale

- 5.1. Le VGGT s'appuie sur la relation étroite entre le « droit à une nourriture suffisante » et « la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts ». Dans la législation de votre pays (soit dans les actes législatifs et / ou dans la pratique juridique), existe-t-il une référence à la relation entre les deux phénomènes ? Si oui, quels éléments de cette relation sont mis en évidence ?
- 5.2. Existe-t-il des directives dans le VGGT qui peuvent être pertinentes pour votre pays, par exemple en ce qui concerne la législation internationale, européenne ou nationale ou la pratique juridique nationale ? Si oui, quelles directives VGGT sont si pertinentes ?
- 5.3. Nominale, le VGGT a été créé sur la base du concept de sécurité alimentaire, mais il contient également certains éléments du concept de souveraineté alimentaire. Estimez-vous important – en ce qui concerne la politique foncière de votre propre pays – que les VGGT se dirigent explicitement vers la souveraineté alimentaire ? Si oui, comment pourriez-vous améliorer le VGGT ?

6. Pour les États membres de l'UE : soutenez-vous l'initiative du Parlement européen représentée au point 28 du PE 2017 selon laquelle le Parlement européen propose à la Commission d'adopter des recommandations sur la gouvernance foncière de l'UE fondées sur le VGGT ? À votre avis, qu'est-ce que doit une telle recommandation contenir ?

Introduction

Within the EU, the institutions have recently started to refer to concepts such as food security or the right to food, concepts which we have formerly not seen in documents of similar level related to land governance in the EU. The significance of this phenomenon – clearly a positive development from a human rights perspective – goes way beyond land law, with its origin in the FAO-inspired “Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security (VGGT)”⁵ of the Committee on World Food Security (CFS) of 12 May 2012. Since several issues arise as to implementation on the ground this policy initiative, the following questionnaire searches for answers as to the relationship between the newly promulgated theoretical concepts and their appearance in national laws and legal practice. The general part of the questionnaire examines how the concepts of food security and food sovereignty are transposed/interpreted in national laws (both legislation and implementation), and the extent to which the right to food finds effect in the legal system of the national reporter’s country. The specific part of the questionnaire focuses on the implementation of certain dispositions of the VGGT in national laws.

We propose that national reporters take the following EU materials into consideration:

1. European Economic and Social Committee (EESC): Opinion: Land grabbing – a warning for Europe and a threat to family farming, NAT/632-EESC-2014-00926-00-00-ac-tra (EN), Brussels, 21 January 2015⁶
2. European Parliament (EP) resolution of 27 April 2017 on the state of play of farmland concentration in the EU: how to facilitate the access to land for farmers, P8_TA(2017)0197⁷
3. European Commission (EC) Interpretative Communication on the Acquisition of Farmland and European Union Law, 2017/C 350/05, OJ C 350, 18.10.2017, pp. 5–20⁸.

All three documents include reference to the VGGT and to the concept of food security and human rights (in case of the EP and the EESC, in a concrete sense to the right to food). Both the EESC and the EP urge the Member States to report as to the national implementation of the VGGT. The EP even suggests that the Commission adopt recommendations on EU land governance, in line with the VGGT.

We kindly ask national reporters to please refer to the specific sources (Acts, decrees, strategic documents, reports, case-law of courts and other institutions) in a way which permits their precise identification (reference numbers, home pages, etc.) when preparing their national reports.

⁵ <http://www.fao.org/docrep/016/i2801e/i2801e.pdf>.

⁶ <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/opinions-information-reports/opinions/land-grabbing-europefamily-farming>.

⁷ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2017-0197+0+DOC+XML+V0//EN>.

⁸ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.C_.2017.350.01.0005.01.ENG.

Questionnaire

A. – General Part

- 1.1. Does your country's constitution refer to food sovereignty directly or indirectly? If yes, in what regard? If no, has the need for modification ever occurred?
- 1.2. Do your country's strategic documents or other legislation (acts, decrees, etc.) explicitly refer to food sovereignty?
- 1.3. Does the relevant legal practice of your country explicitly refer to food sovereignty (e.g. the practice of the Constitutional Court/higher courts or, of a special human rights commissioner/committee)?

- 2.1. Does your country's constitution refer to food security directly or indirectly? If yes, in what regard? If no, has the need for modification ever occurred?
- 2.2. Do your country's strategic documents or other legislation (acts, decrees, etc.) explicitly refer to food security?
- 2.3. Does the relevant legal practice of your country explicitly refer to food security (e.g. the practice of the Constitutional Court/higher courts or, of a special human rights commissioner/committee)?

- 3.1. Does your country's constitution refer expressly to the right to food or any of its elements?
- 3.2. Do your country's strategic documents or other legislation (acts, decrees, etc.) explicitly refer to the right to food?
- 3.3. Does the relevant legal practice of your country explicitly refer to the right to food (e.g. the practice of the Constitutional Court/higher courts or, of a special human rights commissioner/committee)?

- 4.1. Does your country have any international obligations on the right to food and the related right to water, or food security?
- 4.2. Does international practice, e.g. that of the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights appear in the relevant legal practice of your country?

B. – Special Part

- 5.1. The VGGT is built upon the tight relationship between the “right to adequate food” and the “governance of tenure of land, fisheries and forests”. In the law of your country (either in the legislative acts and/or in legal practice), is there any reference to the relationship between the two phenomena? If yes, which elements of this relationship are highlighted?
- 5.2. Does the VGGT contain guidelines which could be relevant for your country for instance with regard to international, EU or national legislation or national legal practice? If yes, which VGGT guidelines bear such relevance?
- 5.3. Nominally, the VGGT was based upon the concept of food security, but several elements of the concept of food sovereignty are also apparent. Would you consider it to be important – with regard to the land policy of your own country – that the VGGT move explicitly in the direction of food sovereignty? If yes, how would you improve the VGGT?

6. For EU-Member States: Do you support the initiative of the European Parliament represented in Point 28 of EP 2017, according to which the European Parliament suggests that the Commission adopt recommendations on EU land governance based on the VGGT? In your opinion, what shall such a recommendation contain?

Einleitung

In letzter Zeit haben Institutionen innerhalb der EU begonnen, sich auf Konzepte wie die Ernährungssicherheit oder das Recht auf Nahrung zu beziehen. Solche Konzepte, v.a. in vergleichbaren Dokumenten mit Bezug auf die Bodenordnung, sind neu in der EU. Die Bedeutung dieses Phänomens, welches eindeutig eine positive Entwicklung aus menschenrechtlicher Sicht darstellt, geht weit über das Bodenrecht hinaus, beginnend mit den FAO-bezogenen „Freiwillige Leitlinien für die verantwortungsvolle Regulierung von Eigentums-, Besitz- und Nutzungsrechten an Land, Fischgründen und Wäldern im Rahmen nationaler Ernährungssicherheit (VGGT)“⁹ des Welternährungsausschusses (CFS) vom 12. Mai 2012. Da sich zur tatsächlichen Umsetzung dieser Konzepte einige Fragen stellen, sucht der folgende Fragebogen nach Antworten hinsichtlich des Zusammenhangs zwischen theoretischen Konzepten und ihrer Umsetzung in nationalen Gesetzen und der Rechtspraxis. Der allgemeine Teil des Fragebogens untersucht, wie die Konzepte der Ernährungssicherheit und Ernährungssouveränität in nationale Gesetze überführt und interpretiert werden (sowohl Gesetzgebung als auch Umsetzung) und in welchem Maße das Recht auf Nahrung im Rechtssystem des Landes des nationalen Berichtstatters umgesetzt wird. Der besondere Teil des Fragebogens konzentriert sich auf die Umsetzung bestimmter Bestimmungen des VGGT in den nationalen Gesetzen.

Wir schlagen den nationalen Berichtstattern vor, folgende EU-Materialien zu berücksichtigen:

1. Stellungnahme des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (EWSA) zum Thema Jagd nach Agrarland – ein Alarmsignal für Europa und eine Bedrohung für bäuerliche Familienbetriebe, NAT/632-EESC-2014-00926-00-00-ac-tra (EN), Brüssel, 21. Januar 2015¹⁰
2. Entschließung des Europäischen Parlaments (EP) vom 27. April 2017 zu dem Thema „Aktueller Stand der Konzentration von Agrarland in der EU: Wie kann Landwirten der Zugang zu Land erleichtert werden?“, P8_TA(2017)0197¹¹
3. Mitteilung der Europäischen Kommission (EK) zu Auslegungsfragen über den Erwerb von Agrarland und das Unionsrecht, 2017/C 350/05, ABl. C 350 vom 18.10.2017, S. 5-20¹².

Alle drei Dokumente enthalten Verweise auf die VGGT sowie auf das Konzept der Ernährungssicherheit und der Menschenrechte (im Falle des EP und des EWSA zusammen mit dem Recht auf Nahrung). Sowohl der EWSA als auch das EP fordern die Mitgliedstaaten auf, über die nationale Umsetzung des VGGT Bericht zu erstatten. Das EP schlägt sogar vor, dass die Kommission Empfehlungen zur EU-Bodenordnung im Einklang mit dem VGGT verabschiedet.

Wir bitten die nationalen Berichtstatter, die genauen Quellen (Gesetze, Dekrete, strategische Dokumente, Berichte, Rechtsprechung von Gerichten und anderen Institutionen) in nachvollziehbarer Weise (Referenznummern, Homepages, usw.) bei der Vorbereitung der Landesberichte anzugeben.

⁹ <http://www.fao.org/docrep/016/i2801e/i2801e.pdf>. Deutsche Version unter

https://www.bmel.de/DE/Landwirtschaft/Welternahrung/_Texte/FAO_Leitlinien_Landnutzungsrechte.html.

¹⁰ <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/opinions-information-reports/opinions/land-grabbing-europefamily-farming>.

¹¹ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2017-0197+0+DOC+XML+V0//DE>.

¹² https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.C_.2017.350.01.0005.01.ENG.

Fragebogen

A. - Allgemeiner Teil

- 1.1. Bezieht sich die Verfassung Ihres Landes direkt oder indirekt auf die Ernährungssouveränität? Wenn ja, in welcher Hinsicht? Wenn nein, ist jemals ein entsprechender Änderungsbedarf aufgetreten?
- 1.2. Beziehen sich die strategischen Dokumente oder andere Gesetze (Gesetze, Verordnungen usw.) Ihres Landes ausdrücklich auf die Ernährungssouveränität?
- 1.3. Beruft sich die einschlägige Rechtspraxis Ihres Landes ausdrücklich auf die Ernährungssouveränität (z.B. die Praxis des Verfassungsgerichtshofs/höherer Gerichte, eines speziellen Menschenrechtsbeauftragten/-ausschusses)?

- 2.1. Beruft sich die Verfassung Ihres Landes direkt oder indirekt auf die Ernährungssicherheit? Wenn ja, in welcher Hinsicht? Wenn nein, ist jemals ein entsprechender Änderungsbedarf aufgetreten?
- 2.2. Beziehen sich strategische Dokumente oder andere Rechtsvorschriften (Gesetze, Verordnungen usw.) Ihres Landes ausdrücklich auf die Ernährungssicherheit?
- 2.3. Beruft sich die einschlägige Rechtspraxis Ihres Landes ausdrücklich auf die Ernährungssicherheit (z.B. die Praxis des Verfassungsgerichtshofs/höherer Gerichte, eines speziellen Menschenrechtsbeauftragten/-ausschusses)?

- 3.1. Bezieht sich die Verfassung Ihres Landes ausdrücklich auf das Recht auf Nahrung oder auf eines seiner Elemente?
- 3.2. Beziehen sich die strategischen Dokumente oder andere Gesetze (Gesetze, Verordnungen usw.) Ihres Landes ausdrücklich auf das Recht auf Nahrung?
- 3.3. Bezieht sich die einschlägige Rechtspraxis Ihres Landes ausdrücklich auf das Recht auf Nahrung (z.B. die Praxis des Verfassungsgerichtshofs/höherer Gerichte, eines speziellen Menschenrechtsbeauftragten/-ausschusses)?

- 4.1. Hat Ihr Land internationale Verpflichtungen in Bezug auf das Recht auf Nahrung, das Recht auf Wasser (in verwandten Aspekten) oder auf die Ernährungssicherheit?
- 4.2. Nimmt die einschlägige Rechtspraxis Ihres Landes auf die internationale Praxis, z.B. des UN-Ausschusses für wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, Bezug?

B. – Besonderer Teil

- 5.1. Die VGGT baut auf der engen Beziehung zwischen dem „Recht auf angemessene Nahrung“ und Regelung von „Rechten an Land, Fischgründen und Wäldern“ auf. Gibt es im Recht Ihres Landes (entweder in den Gesetzgebungsakten und/oder in der Rechtspraxis) einen Hinweis auf die Beziehung zwischen den beiden Phänomenen? Wenn ja, welche Elemente dieser Beziehung sind hervorgehoben?
- 5.2. Sind in den VGGT allenfalls Richtlinien enthalten, die für Ihr Land beispielsweise im Hinblick auf internationale, EU- oder nationale Gesetzgebung oder nationale Rechtspraxis relevant sein könnten? Wenn ja, welche VGGT-Richtlinien sind relevant?
- 5.3. Nominell wurde die VGGT auf der Grundlage des Konzepts der Ernährungssicherheit erstellt, doch tauchen darin auch einige Elemente des Konzepts der Ernährungssouveränität auf. Halten Sie es für wichtig – hinsichtlich der Bodenpolitik Ihres eigenen Landes – dass die VGGT explizit in Richtung Ernährungssouveränität geht? Wenn ja, wie würden Sie die VGGT verbessern?

6. Für die EU-Mitgliedstaaten: Unterstützen Sie die unter Punkt 28 EP 2017 vertretene Initiative des Europäischen Parlaments, wonach das Europäische Parlament der Kommission vorschlägt, Empfehlungen zur EU-Bodenordnung auf der Grundlage der VGGT zu verabschieden? Was soll Ihrer Meinung nach eine solche Empfehlung enthalten?